

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 24 AVRIL 2006

N° 326 PRIX 0,60 Euro



T C H A D

LE DICTATEUR DÉBY

ÉCHAPPE À UN COUP D'ÉTAT

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
EditorialPage 3
Côte d'Ivoire :
- quand le FPI fait
croire qu'il lutte
contre l'impérialisme
- lutte des ensei-
gnants (p. 5)Page 6
Sénégal: inculpation
de deux dirigeants de
l'oppositionPage 7
Non à la nouvelle loi
contre l'immigrationPage 8
Développement de la
mortalité infantile
en Afrique de l'OuestPage 9
Il y a 120 ans, le
1er mai 1886 aux USAABONNEMENT
FRANCE:12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait
uniquement en espèces
ou en timbres-poste
courants.autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY CedexT C H A D**LE DICTATEUR DÉBY ÉCHAPPE
A UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT**

Le 13 avril des éléments rebelles du Front uni pour le changement (FUC) partis du Darfour à l'Est du Tchad ont essayé de prendre le pouvoir à Ndjaména, par la force. Cette tentative a finalement échoué grâce en partie à l'intervention des militaires français qui ont bombardé, par des hélicoptères, la colonne des rebelles qui se dirigeait vers la capitale. Des combats se sont déroulés jusque dans les faubourgs de Ndjaména, notamment à Dourbali et Ngassi. On parle de plus de trois cents morts et de nombreux blessés graves. Comme dans ce genre de situation, ce sont les populations civiles qui sont les plus touchées.

Déby accuse Khartoum de soutenir les rebelles du FUC, rompt les relations diplomatiques avec le Soudan et menace d'expulser les réfugiés du Darfour si les instances internationales ne condamnent pas l' "ingérence soudanaise".

Les rebelles qui ont tenté de renverser le régime en place appartiennent à la même ethnie que Deby, les Zagawhas. Il n'y a pas longtemps, ils avaient demandé à leur "cousin" Déby de les aider à prendre le pouvoir à Karthoum au Soudan. Déby a refusé; il s'est porté plutôt en médiateur entre les rebelles et le pouvoir soudanais. Après plusieurs réunions, cette médiation a avorté, et les hostilités ont repris entre les deux parties en conflit. Les rebelles ont alors estimé que leur "frère" les a trahis. Depuis lors, ils se méfiaient de Déby, au point de retourner aujourd'hui les armes contre le régime de Ndjaména.

Déjà le 14 mars dernier, des rebelles d'une autre tendance, le SCUD (Socle pour le changement, l'unité nationale et la démocratie) venant également du Dafour, avaient projeté de détruire l'avion présidentiel qui revenait de Bata (Guinée Equatoriale) à son atterrissage à l'aéroport de Ndjaména. Déby, informé, était rentré plus tôt que prévu. Pris de court, ceux qui voulaient l'éliminer s'étaient retirés précipitamment de Ndjaména pour

regagner le Darfour, d'autres s'étaient cachés dans la ville même.

Comme le 14 mars, les mêmes scènes d'exactions envers les populations des quartiers pauvres, les mêmes scènes de pillages ont repris dès le 7 avril. Sous prétexte d'arrêter des rebelles en fuite, ils entrent dans des concessions, terrorisent les habitants, s'emparent de leurs biens. Au point que le président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme a lancé un appel pour dénoncer l'insécurité dans la capitale: "des maisons brûlées, des arrestations arbitraires, des enlèvements et séquestrations..."

Les rebelles, qu'ils soient du FUC ou du SCUD, s'ils parvenaient à prendre le pouvoir, ne feraient pas mieux que ceux qui sont actuellement en place. Leur ambition commune, c'est remplacer Déby pour jouir eux-aussi, de la manne pétrolière. Leur principale revendication politique n'est-elle pas le "départ" de Déby?

Les populations déshéritées n'ont rien à attendre des rebelles au pouvoir ou de ceux qui cherchent à s'y hisser. Elles n'ont rien à attendre non plus des partis politiques dits de l'opposition dont les leaders sont prêts à offrir leurs services si l'actuel régime le leur demandait

CÔTE D'IVOIRE

QUAND LE FPI FAIT CROIRE QU'IL LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Depuis le début de cette crise, faute d'avoir obtenu des dirigeants français l'appui de leurs troupes pour les aider à liquider la rébellion, les dirigeants du FPI voudraient se faire passer pour ceux qui luttent contre l'impérialisme français. Les journaux proches du pouvoir répandent des discours anti-français et xénophobes. Il en est de même des cadres du FPI dans leurs réunions publiques. Ils montrent Gbagbo comme le "sauveur" et le "messie" des ivoiriens. Les gens tels que Niamien Messou, Secrétaire général du syndicat Synares, Mahan Gahé de la Centrale Dignité, Mamadou Koulibaly de l'Assemblée nationale, Blé Goudé et consorts, ne ratent aucune occasion pour expliquer que ce sont les dirigeants français qui sont à la source de leurs difficultés. Soit. Mais alors pourquoi en même temps font-ils des pieds et des mains pour que les troupes de ce même impérialisme leur viennent en aide? C'est dire qu'ils ne sont pas à une hypocrisie près.

Pendant que les uns font des déclarations destinées à tromper les gens, leur patron, Gbagbo, accorde des contrats mirobolants aux gros capitalistes français, ceux-là même qui pillent les richesses du pays depuis bien des années. C'est le cas du contrat concernant la cession du terminal à conteneur de Vridi. Il est estimé à 300 milliards par la Banque Mondiale et a été cédé au groupe français Bolloré à 2 milliards en 2004 par le FPI. En 2005, c'est le contrat de la CIE qui a été reconduit au bénéfice de Bouygues (un autre grand capitaliste français). Rappelons aussi que la construction du 3^{ème} pont à Abidjan (contrat signé du temps de Bédié) a été finalement confirmé à ce même Bouygues par Gbagbo après avoir, dans un premier temps, dit qu'il allait y mettre un coup d'arrêt. Il y a aussi les chantiers de la construction de la présidence de Yamoussoukro qui s'étendent sur une période de 10 ans, confiée aux entreprises françaises.

Vu tous ces exemples, le moins qu'on puisse dire, c'est que le FPI a une drôle de manière de lutter contre l'impérialisme français. En

vérité, toutes ces déclarations ne sont que de la poudre aux yeux pour tromper les gens, à commencer par leurs propres partisans.

CÔTE D'IVOIRE

UN PATRONAT RAPACE ET UN GOUVERNEMENT A SON SERVICE !

Le patronat, sans gêne, ose encore réclamer à l'Etat, par la bouche de Jean-Louis Billon le président de la Chambre de commerce et de l'industrie de Côte d'Ivoire, la somme de 122 milliards de francs pour le compte des prétendues entreprises qui auraient perdu de l'argent depuis le coup d'Etat de 1999 à ce jour.

Des cadeaux, ces gens-là, plus ils en reçoivent, plus ils en demandent. Dès l'année 2000, à peine arrivé au pouvoir, Gbagbo leur avait fait un cadeau royal de 100 milliards de francs CFA sous forme d'apurement des arriérés sur les impôts fonciers. Tous les gouvernements qui se sont succédé ont engraisé le patronat, sous diverses formes. Mais cet argent ne tombe pas du ciel. D'une façon ou d'une autre, il provient des poches des travailleurs et des petits paysans.

Ces cadeaux sont d'autant plus révoltants quand on sait que ces mêmes autorités politiques laissent à l'abandon les hôpitaux, les écoles, les quartiers, etc. Ces exploités, ce n'est pas des aides qu'ils méritent mais la prison. En effet, ce sont les dirigeants du FPI eux-mêmes qui, lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir en 2000, avaient

révélé le montant des fraudes connues, enregistrées et identifiées depuis les 30 à 40 dernières années. Mamadou Koulibaly, le président de l'Assemblée nationale, avait avancé la somme faramineuse de 11.000 milliards (onze mille milliards de francs) ! Ce qui représente plus de 700 mille francs par tête d'habitant, enfants y compris ! Rien qu'un seul de ces capitalistes, un certain Hyjazi dont la majorité des habitants de ce pays ne connaissait même pas l'existence, devait à lui tout seul la somme de 350 milliards de francs à l'Etat !

Alors, si un illustre inconnu doit une telle somme d'argent, on est en droit de se demander, combien un grand groupe comme Sifca que dirige ce même Jean-Louis Billon, doit donc à l'Etat.

La vérité c'est que le gouvernement Gbagbo est comme tous ses prédécesseurs. Il est au service de la classe capitaliste. Mamadou Koulibaly, quelle loi a-t-il donc pondue à l'Assemblée Nationale, dont il est le patron, pour contraindre ces capitalistes à rendre l'argent qu'ils doivent à l'Etat? Aucune ! Parce que lui et ses semblables du FPI, tout comme leurs prédécesseurs, ne sont dans les faits que des paillasse au service de la classe capitaliste !

CÔTE D'IVOIRE**LUTTE DES ENSEIGNANTS**

Depuis le 10 mars dernier, les enseignants sont en grève. Leurs revendications sont diverses selon leurs catégories. Mais elles se résument en une revalorisation de leurs conditions d'existence (primes, salaires, profil de carrière, logements, etc). Non seulement le gouvernement refuse de donner suite à leurs justes revendications, mais encore il menace d'utiliser la force! Deux des dirigeants du mouvement des instituteurs ont été arrêtés puis relâchés. Aux uns, il menace de couper les salaires, aux autres de les traîner en justice ou de faire intervenir les forces de l'ordre s'ils ne reprennent pas les cours.

Mais pendant que ce gouvernement refuse tout déblocage de crédit supplémentaire en faveur du corps enseignant, pendant qu'il refuse par exemple des primes de logements aux instituteurs, on apprend qu'il a débloqué une somme de 1,5 milliard de franc pour, entre autres, des "travaux d'amélioration du cadre de vie des soldats". Ainsi, si le pouvoir sait se montrer compréhensif envers les soldats et dur envers les enseignants, c'est qu'il sait que s'il y a un danger à craindre pour lui dans la période actuelle, c'est du côté de l'armée qu'il lui faut se méfier.

Pour le moment la lutte des enseignants est morcelée. Chaque catégorie (primaire, secondaire, supérieur) revendique et agit indépendamment l'une de l'autre. Et même à l'intérieur de ces catégories, il y a des sous-catégories. La mobilisation est différente selon les endroits et les catégories. Parfois, un lycée ou une université est en grève dans un endroit et pas à côté. Mais le fait même que les enseignants prolongent de semaine en semaine leur grève, leur mobilisation, même telle qu'elle est, avec ses faiblesses et son manque de

coordination, devient problématique pour le pouvoir. Certains syndicats proches du FPI qui étaient pourtant parmi ceux qui avaient mis en avant les revendications au tout début, freinent le mouvement et militent pour la reprise. Ils croyaient le contrôler de bout en bout et utiliser le mécontentement régnant dans le monde de l'éducation pour mettre en difficulté le camp du Premier ministre Konan Banny au profit de Gbagbo. Mais le contrôle du mouvement leur a échappé des mains et ils sont obligés de constater que les ministres de l'Éducation et de la Fonction publique qui sont issus du FPI, sont en difficulté et que leur impopularité auprès des enseignants menace de rejaillir sur l'ensemble du FPI et au-delà, sur Gbagbo. Ils craignent aussi que la grève se généralise sur l'ensemble de l'éducation nationale. Voilà pourquoi les dirigeants des syndicats enseignants proches du FPI s'ingénient à casser le mouvement. Ils accusent les grévistes d'être dans l'illégalité ou d'être des irresponsables. Il n'y a plus besoin, disent-ils, de continuer le mouvement puisque le ministre de tutelle "a promis d'étudier les revendications". Mais les promesses, dit un dicton, n'engagent que ceux qui les écoutent ! De plus il n'y a même pas eu de promesses !

De son côté, la Fesci, qui roule aussi pour le FPI, fait tout pour que les élèves n'entrent pas en lutte afin de soutenir les enseignants. Quand ses dirigeants tiennent des meetings, c'est pour dire que si les enseignants continuent de faire grève, eux ils vont bloquer les établissements scolaires pour que l'année soit blanche pour tous. Derrière ce langage prétendument radical, ils cherchent surtout à faire pression sur les enseignants grévistes en faisant comprendre aux élèves que s'il y a

un risque d'une année blanche, ce serait la faute aux enseignants.

Ce que cherche ce gouvernement, et avec lui l'ensemble des appareils syndicaux liés au FPI, c'est de monter la population contre les enseignants grévistes. Le gouvernement sait que la menace d'une année blanche ne sera pas appréciée par la population, surtout par les familles modestes qui se sont serré la ceinture, voire qui se sont endettées pour la scolarité de leurs enfants. Mais s'il y a quelqu'un qu'on doit accuser de prendre en otage les élèves et les parents d'élèves, c'est en premier lieu les autorités publiques. Car depuis le tout début du mouvement, les ministres directement concernés font la sourde oreille aux revendications des enseignants et ne savent que proférer des menaces.

Nous les travailleurs, nous n'avons aucun intérêt à nous opposer aux enseignants grévistes. Leurs revendications sur les salaires, sur les primes de logements sont légitimes. Il n'est pas normal que le salaire d'un instituteur soit si bas (de 120 à 150 000 francs) alors que le gouvernement lui-même admet,

en parole, que l'éducation scolaire est primordiale pour l'avenir des enfants. En revanche, il serait tout à fait normal que les députés, ceux qui siègent au Conseil économique et social, les ministres et tous les parasites de leur acabit qui sont grassement payés fassent des sacrifices sur leurs salaires et leurs primes. Eux ils ne rendent aucun service à la population. Ils ne font que dilapider les caisses de l'Etat. Les enseignants, eux sont utiles.

Alors, le gouvernement doit répondre favorablement à leurs revendications! Et qu'il ne compte pas sur nous pour jeter des pierres contre les grévistes! Ils doivent au contraire avoir notre soutien car la voie qu'ils montrent, celle de la lutte, est la bonne voie. Elle doit nous inspirer pour faire valoir nos propres revendications. Nous sommes nombreux, dans le secteur privé comme dans la fonction publique à nous serrer la ceinture depuis trop longtemps. Nous avons du mal à assurer le quotidien à nos enfants parce que nos salaires ne suivent pas la cherté du coût de la vie. Ne nous laissons pas tromper par les mensonges du gouvernement de Gbagbo-Banny!

SENEGAL

INCUPLATION DE DEUX DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

Amath Dansokho secrétaire du PIT (Parti de l'indépendance et du travail) a été inculpé pour avoir diffusé des informations à la radio sur le détournement des fonds publics d'un montant de 440 milliards de FCFA. En parlant du président Abdoulaye Wade, il aurait déclaré que cet homme est devenu dangereux ..en transformant le Sénégal en une des plateformes de l'argent trouble.

D'autre part Jean Paul Dias, secrétaire du Bloc des centristes Gaidé (BCG) a été lui aussi inculpé

pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Les raisons de son inculpation ne sont pas divulguées.

Idrissa Seck, l'ancien premier ministre vient juste, il y a quelques semaines, d'être libéré de son incarcération faute de preuve. Il est bien vrai que ce dernier est un concurrent bien dangereux pour A. Wade.

Il faut croire que le président Wade veut faire le vide autour de lui car on est à quelques mois des élections.

IMMIGRATION**NON A LA NOUVELLE LOI CONTRE L'IMMIGRATION !**

Comme pour le CPE avec Villepin, Sarkozy de son côté veut faire voter une nouvelle loi contre l'immigration. Il s'agit de "l'immigration choisie" au lieu de "l'immigration subie" comme il le dit.



Une manifestation de sans papiers à Saint-Denis en 2002

En fait la nouvelle loi veut supprimer la possibilité qu'ont les sans papiers qui sont en France depuis plus de dix ans d'obtenir une carte de séjour temporaire d'un an renouvelable. Bien entendu il fallait justifier sa présence en France et ce n'était pas si facile. Avec cette nouvelle loi cela veut dire surtout pour des dizaines de milliers de sans papiers l'impossibilité de régulariser leur situation. Et du coup de vivre dans l'illégalité. Et de ce fait cela

donnera la possibilité à des patrons véreux d'employer les sans papiers en faisant subir l'arbitraire.

En plus dans le cadre de la nouvelle loi, les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont donné aux préfets les facilités de contrôler les sans papiers et les interpellés pour accélérer leur expulsion.

Bien entendu il y a encore d'autres mesures qui restreignent le droit des immigrés, comme pour le mariage mixte et le regroupement familial.

Ces mesures vont certainement faire plaisir aux électeurs de la droite réactionnaire, mais aussi aux patrons qui utilisent les sans papiers. Ils continueront à profiter de cette situation pour les sous-payer.

Ces mesures contre l'immigration sont inacceptables. On s'attaque à une fraction fragile de la classe ouvrière en France. Des associations de soutien comme "Unis contre l'immigration jetable" réagissent en procédant à des occupations de locaux et des pétitions en faveur des sans papiers.

Pour faire reculer le gouvernement il faudrait que les travailleurs immigrés et français protestent tous ensemble.

IMMIGRATION**DES POLICIERS ÉVACUENT
MANU MILITARI UN RESTAURANT AFRICAIN**

Le 8 avril dernier, peu avant minuit, le restaurant «Le Cocotier» situé au 52, rue Marcadet dans le 18^e, était plein de monde. La plupart des clients étaient d'origine camerounaise, tchadienne, sénégalaise et malienne.

Tout à coup, des flics débarquent, jettent du gaz lacrymogène; ensuite ils arrêtent un Africain, lui passent des menottes et l'embarquent. Le serveur, choqué, intervint: "Qu'est-ce qui se passe" ? Il reçoit deux coups de matraque, à la jambe gauche et à celle de droite.

"C'est fini, tout le monde dehors", ordonne un policier.

Est-ce une alerte à la bombe ?

Ou un début d'incendie ? Ou un danger quelconque ? On n'en sait rien.

Les clients sortent, dans la confusion générale. Pendant près d'une heure, des clients auxquels se sont joints des badauds ont affronté verbalement les policiers.

La patronne a décidé de porter plainte.

La plupart des policiers sont encouragés par les propos racistes et xénophobes de leur patron Sarkozy qui couvre leurs agissements. Si le restaurant qu'ils ont évacué manu militari était un restaurant chic fréquenté par des riches, ils n'allaient pas agir de la sorte.

**DEVELOPPEMENT DE LA MORTALITÉ
INFANTILE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Selon des chiffres récents publiés par les Nations Unies, sur les dix pays ayant le plus fort taux



Enfants de la rue

enfants de moins de 5 ans est la conséquence directe de la situation de guerre civile dans certains pays comme le Libéria. Mais la plupart des décès sont le résultat de maladies comme la pneumonie, de la diarrhée, de la rougeole, du paludisme etc.. Ces maladies ainsi que d'autres, souvent bénignes se traduisent par le décès des enfants en bas âge à cause du fait que les parents n'ont pas les moyens de donner suffisamment à manger à leurs enfants. Vivant avec très peu de moyens, les femmes enceintes ont de plus en plus de mal à avoir un repas approprié par jour. La misère dans laquelle de très nombreux foyers ont basculé ces dernières années conduit à la mort de la mère ou de l'enfant, parfois des deux à la fois.

de mortalité infantile dans le monde, six sont en Afrique de l'Ouest. Une partie de ces décès des

Lorsque des enfants naissent, il est malheureusement courant que les mamans affaiblies n'ont pas

assez de lait maternel. Les ressources du père de l'enfant ou celles d'un parent proche se révèlent insuffisantes pour pouvoir nourrir le nouveau-né au biberon. Dans les zones rurales, les populations n'ont pas accès aux centres de santé. Certaines femmes enceintes et des mères font de longues distances à pied pour aller se faire soigner. Parfois la mort survient.

La rareté des centres de santé favorise le système d'accouchement traditionnel où des instruments non stérilisés sont utilisés. Ensuite les médicaments essentiels font défaut. Aux alentours des grandes villes, là où s'entassent des centaines de milliers de gens, même dans les centres de santé publics, le minimum fait cruellement défaut. La migration rapide depuis le village vers les quartiers pauvres situés autour des grandes villes à cause de la guerre, de la misère ou des deux à la fois, se traduit par une fragilisation générale pour les populations concernées. Dans ces quartiers livrés à eux mêmes, les

détritus et l'eau stagnante font que les microbes et les moustiques prolifèrent. Les enfants fragilisés sont les premières victimes de toutes sortes de maladies à commencer par le paludisme, dont le microbe est devenu résistant à la chloroquine.

Les laboratoires pharmaceutiques aux mains des grands groupes capitalistes ont mis au point, paraît-il, une nouvelle génération de médicaments anti-palu ainsi que des nouvelles molécules antimicrobiennes efficaces dans la plupart des cas existants.

Pour la majorité des petites gens, même ceux qui ont " la chance " d'avoir un emploi, le moindre médicament est hors de portée de leur bourse, tellement ils sont mal payés. Dans ces conditions comment s'étonner que beaucoup d'enfants, mais aussi de nombreuses personnes âgées, affaiblis par le manque de soins, l'insalubrité et la détérioration des conditions de vie, meurent !

IL Y A 120 ANS, LE 1^{er} MAI 1886 AUX ETATS-UNIS

Le 1^{er} mai est une journée où dans le monde entier, les travailleurs affirment leur volonté d'améliorer leur sort, de changer l'ordre social. Cette journée a pris son origine aux Etats Unis en 1886, où elle fut le point culminant d'une vague de grèves pour la journée de travail de 8 heures.

La naissance du mouvement ouvrier américain

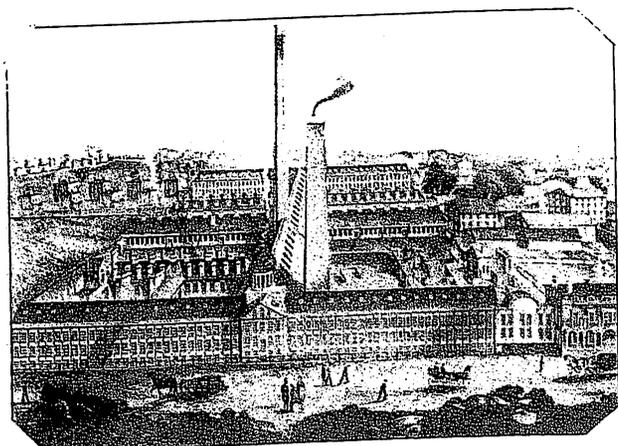
De 1873 à 1877 le mouvement ouvrier américain traversa une période très dure à cause de l'attitude patronale lors de cette période de dépression et de crise économique. Les travailleurs avaient dû résister à l'amputation de leurs salaires et aux tentatives d'allongement de la journée de travail, par

des grèves et des luttes très dures et cela malgré la famine et le désespoir qui faisaient des ravages dans leurs rangs. Les patrons répondaient par le " lock-out " , c'est-à-dire la fermeture des usines et l'embauche de non-grévistes. Ceux-ci étaient nombreux car des migrants arrivaient en masse, chassés par la misère sévissant en Europe.

En 1877 à Chicago, l'Etat américain n'hésitait pas à lancer les militaires contre eux. C'étaient ces mêmes troupes qui avaient massacré les Indiens Sioux lors de la bataille de "Little Big Horn" en 1876 dans le Montana.

En novembre 1884 au 4^{ème} congrès de l'AFL (Fédération Américaine du

Travail) fut adoptée une résolution visant à faire du 1^{er} Mai 1886, la date de départ d'une nouvelle jour-



Une manufacture d'armes
aux Etats-Unis

née de travail légal limitée à 8 heures. Alors se sont créés des comités et des associations de propagande pour rendre effective cette journée. Tout ce que l'Amérique comptait de militants s'est lancé dans cette campagne, pendant que les patrons et l'Etat fédéral taxaient ce mouvement " d'anarchiste ", " d'étranger " et " d'anti-américain ". Malgré cela pas moins de 5000 usines se sont déclarées en grève regroupant environ 340 000 grévistes aux Etats Unis.

Le mouvement était particulièrement puissant à Chicago où il y avait 40 000 grévistes le 1^{er} Mai 1886. Malgré le caractère pacifique des manifestants, la police chargea l'arme au poing et tira dans la foule faisant six morts. En guise de protestation un grand rassemblement fut organisé le 3 mai sur la place Haymarket. Devant 80 000 manifestants, Spies, Parsons, Fielden, tous anarchistes, ont pris la parole. La troupe militaire à cheval ainsi que des policiers ont pris prétexte d'un attentat à la bombe qui fit un mort et sept blessés parmi eux, pour tirer aveuglément dans la foule,

faisant un mort et des centaines de blessés. De nombreux dirigeants anarchistes ont été arrêtés. Sept d'entre eux furent condamnés à mort le 20 août 1886. Le 11 novembre 1887 quatre d'entre eux furent exécutés. Mais les militants ouvriers anarchistes américains n'étaient pas morts en vain. Trois ans plus tard, le mouvement pour la journée de 8 heures prit une ampleur internationale.

1^{er} Mai journée internationale des travailleurs

Ce fut en juillet 1889 que le premier congrès de l'Internationale Socialiste décida d'en faire une journée internationale des travailleurs. Depuis cela, la classe ouvrière dans le monde montre sa puissance chaque année à la période du 1^{er} Mai. De Paris à Varsovie, à plusieurs reprises la bourgeoisie affolée par la force des manifestations et rassemblements, a fait donner sa troupe et sa police. Le 1^{er} Mai est devenu dans le monde entier, par delà les frontières, l'occasion pour le mouvement ouvrier d'affirmer son existence et sa vitalité.

Sur le continent africain, le prolétariat industriel est jeune et les traditions du mouvement ouvrier sont moins ancrées. Des chefs d'Etat dictateurs ou pas, avec l'aide des dirigeants syndicaux inféodés au régime, n'ont pas de mal à dévoyer le sens du 1^{er} mai. Ils utilisent cette journée pour organiser de grandes parades progouvernementales. En ces temps de crise où l'ethnisme et la xénophobie dictés d'en haut font des ravages dans les classes pauvres, il est indispensable que d'autres sons de cloches se fassent entendre. Des militants conscients peuvent saisir l'occasion du 1^{er} mai pour exprimer leur opposition à ce genre de bas sentiments et en même temps transmettre les traditions de la lutte des travailleurs et d'unité où qu'ils se trouvent dans le monde.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.